

CORIS BANK
PRÊT SCOLAIRE
 DES ETUDES FINANÇÉES, UN AVENIR SÉCURISÉ

La Banque Autrement
<https://wego.coris.bank>

0% TAUX

1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2026
 JUSQU'À 5 FOIS LE SALAIRE NET
 SUR 12 MOIS

Offre soumise à conditions

www.journal-lemedium.com

LE MEDIUM

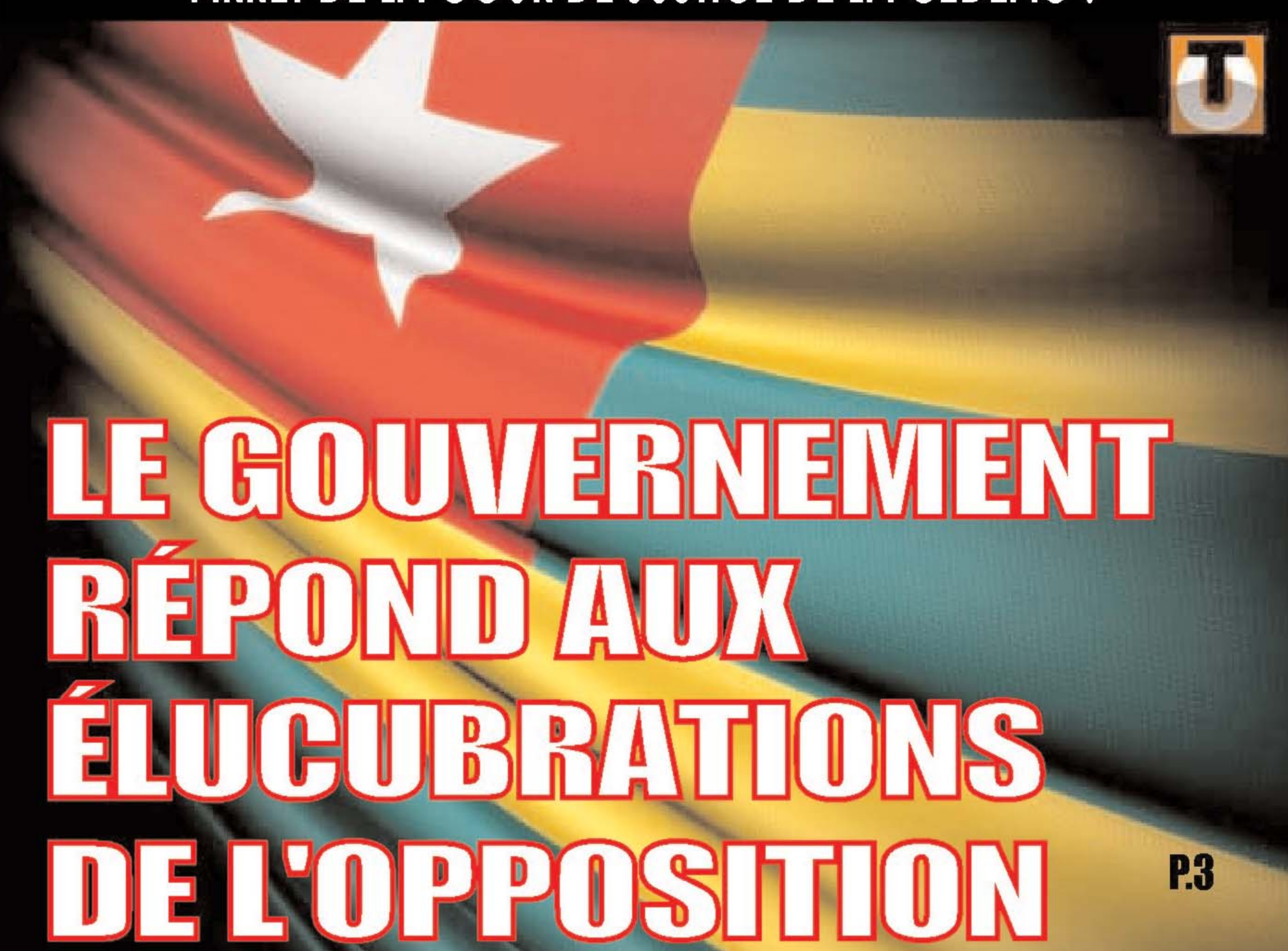
Hebdomadaire d'Informations #
 Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0713 du 28 Juillet au 03 Août 2026 - Prix : 250 F CFA

VISION TOGO 2040 :
RASSEMBLER, PROTÉGER,
TRANSFORMER, LE
TRIPTYQUE CENTRAL P.2



ARRET DE LA COUR DE JUSTICE DE LA CEDEAO :



**LE GOUVERNEMENT
 RÉPOND AUX
 ÉLUCUBRATIONS
 DE L'OPPOSITION**

P.3

ANCy
 Agence Nationale
 de la Cybersécurité

CYBERSÉCURITÉ :
**LE TOGO RENFORCE SON BOUCLIER NUMÉRIQUE
 POUR PROTÉGER CITOYENS ET ÉCONOMIE**

P.4

EDITO

Voir le meilleur en soi



« Si tu refuses de voir le meilleur en toi-même, et choisis de t'attarder sur tout le négatif en toi, tu dois être prêt à en accepter les conséquences, car tu attires à toi ce que tu maintiens dans tes pensées. Ne pense qu'au meilleur et c'est le meilleur qui sera devant toi ».

Eileen Caddy ne pensait pas si bien dire. Mais tout est pourtant dit, de la plus simple des manières.

Humain, suis ton rêve... Si tu trébuches, n'arrêtes pas et ne perds pas de vue ton objectif. Continues vers le sommet, car ce n'est qu'au sommet que tu auras une vue d'ensemble.

C'est nous demander d'être tenace, persévérant sur le chantier, endurant et ne pas se laisser abattre. Donnons-nous toutes les chances de réussir, d'atteindre le sommet. Mettons la barre assez haute.

J'ai dit !

Crédo TETTEH



Récapitulé

N°0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

23 Rue Formatec, Agoè-Cacavéli
01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse : Casier N° 78

N°RCCM : TG-LOM 2015A6516

NIF : 1000480972

N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :

TETTEH Adjé K. Crédo

Directeur de la Publication :

WOUSSOU Kossi

Rédaction :

Crédo TETTEH

Ali Samba

Infographie : JPB

Impression : VISION

Tirage : 2500 exemplaires

DIPLOMATIE-TOGO-UNION EUROPÉENNE :

BILAN POSITIF SELON GWILYM CERI JONES

Arrivé au terme de sa mission diplomatique au Togo, l'ambassadeur de l'Union européenne au Togo, Gwilym Ceri Jones, a été reçu en audience par le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, le jeudi dernier à Lomé.

Une occasion pour Gwilym Ceri Jones de dresser un bilan positif de l'évolution du partenariat entre le Togo et l'Union européenne, marqué par des avancées dans plusieurs secteurs d'intérêt commun, notamment le développement durable, les infrastructures, l'énergie, la gouvernance, l'éducation et la sécurité.

" Je viens d'être reçu par le Président du Conseil, à l'occasion de mon départ de Lomé. Je suis venu pour échanger, écouter et faire le point sur ce qui a été fait. Le bilan est celui d'une augmentation importante de ce partenariat en ampleur et en portée ", a déclaré Gwilym Ceri Jones.

L'ambassadeur a particulièrement mis en relief le renforcement des programmes d'investissement de l'Union européenne au Togo, ainsi que les opportunités offertes par la coopération avec les secteurs privés togolais et européens. " Nos programmes



Une vue de l'audience

d'investissement se renforcent. Nous disposons d'un portefeuille qui a beaucoup de potentiel avec les secteurs privé togolais et européen, en soutien à la croissance et à l'emploi, dans des domaines clés comme l'énergie, l'agriculture, le numérique et bien d'autres ", a-t-il souligné.

Le diplomate européen s'est également félicité de l'approfondissement de la coopération dans les domaines de la paix et de la sécurité, qu'il considère comme des conditions essentielles au développement. " Il n'y a pas de développement sans sécurité. Nous avons pu renforcer nos appuis aux forces armées togolaises dans la lutte contre le terrorisme, mais aussi en faveur de la

sécurité maritime ", a-t-il affirmé.

Gwilym Ceri Jones a salué la qualité des relations entre le Togo et l'Union européenne, tout en exprimant sa confiance dans la poursuite et le renforcement de ce partenariat.

Les interventions de l'Union européenne au Togo s'inscrivent dans le cadre du Document conjoint de programmation pluriannuelle (DCP) 2021-2027. À travers ce cadre de coopération, l'Union européenne mobilise un portefeuille de 201 millions d'euros, destiné à accompagner les priorités de développement du pays. Ces financements sont orientés vers trois axes majeurs : le développement humain et l'in-

clusion socio-économique, les agro-industries durables et la gestion des ressources naturelles, ainsi que la consolidation d'une société togolaise apaisée, résiliente et fondée sur une gouvernance inclusive.

Cette dynamique de coopération a connu une nouvelle impulsion en juin dernier avec le lancement officiel du mécanisme de coopération tripartite réunissant le gouvernement togolais, l'Équipe Europe et Eurocham Togo.

Ce cadre permanent de concertation vise à favoriser un climat des affaires plus attractif, stimuler les investissements européens, accompagner les réformes économiques engagées par le gouvernement. Il permettra également de promouvoir une coopération davantage orientée vers des résultats concrets, la création d'emplois, le développement du secteur privé et la transformation structurelle de l'économie togolaise. Toutes ces initiatives illustrent l'excellence de la coopération entre le Togo et l'Union européenne, et traduisent la volonté commune des deux parties de relever ensemble les défis du développement.

@presidenceduconseil.gouv.tg

VISION TOGO 2040 :

Rassembler, protéger, transformer, le triptyque central

Une vision politique, une bonne vision politique, excusez du peu, doit reposer sur une architecture intellectuelle qui donne du sens à l'action publique. Dans le cadre de la Vision 2040, l'approche portée par Faure Gnassingbé s'articule autour d'un triptyque devenu central : rassembler, protéger et transformer.

Ce triptyque n'est pas une formule décorative. Il constitue une grille de lecture de l'action de l'État, une manière d'organiser les priorités et de structurer les interventions publiques.

Rassembler, construire la cohésion comme fondement du développement

Le premier pilier, " rassembler ", renvoie à la question de la cohésion nationale. Aucun projet de développement durable ne peut s'inscrire dans un contexte de fragmentation sociale, territoriale ou institutionnelle.



Le Président du conseil, Faure Gnassingbé, accueilli par les populations

Rassembler signifie ici réduire les fractures, renforcer le sentiment d'appartenance collective et garantir que les politiques publiques bénéficient à l'ensemble des citoyens, sans exclusion structurelle. Cela implique également une meilleure articulation

entre les territoires, entre les acteurs économiques et sociaux, mais aussi entre l'État central et les collectivités locales.

Dans cette logique, la cohésion n'est pas un résultat secondaire du développement, elle en devient une condition préalable.

Une société fragmentée produit rarement une croissance stable. À l'inverse, une société cohésive facilite la mise en œuvre des réformes, la circulation des ressources et la confiance dans les institutions.

Suite à la page 3

ARRET DE LA COUR DE JUSTICE DE LA CEDEAO : LE GOUVERNEMENT RÉPOND AUX ÉLUCUBRATIONS DE L'OPPOSITION

Le meeting de Vogan, tant annoncé par des partis de l'opposition, regroupés au sein du Cadre national de concertation pour le changement (CNCC), s'est finalement tenu ce dimanche 26 Juillet dans ladite localité. Le fait majeur qu'on peut noter est que la foule espérée n'était pas au rendez-vous. Au niveau du message, l'arrêt de la cour de justice de la CEDEAO était la vedette.

Par @Crédo TETTEH

Maigre mobilisation

De mémoire de Togolais, l'opposition togolaise en a connu de bien meilleures mobilisations. Il est à relever que depuis quelques années, les appels à des meetings de ces partis ne font plus recettes. " Il faut que les populations soient suffisamment conscientes de la situation pour arriver à un niveau de mobilisation comme celles de 2017 et 2018, 2012 ", a lâché Pr David Dosseh, porte-parole de la CNCC. Certaines voix en leur sein se sont élevées pour appeler à un changement de stratégie d'appel et de mobilisation.

Qu'à cela ne tienne, le meeting a eu lieu devant un maigre public, composé pour la plupart, de groupes folkloriques payés pour animer la partie. Et comme toujours, les différents interve-



Une vue de l'assistance lors de la rencontre

nants ont brossé les oreilles des curieux qui étaient présents de vieux messages déjà entendus tant de fois depuis des lustres. " Rien de nouveau sous le soleil ", a commenté l'un d'entre eux. Si ce n'est les commentaires sur l'arrêt de la Cour de justice de la CEDEAO, en lien avec l'adoption de la constitution du Togo du 5 Mai 2024, dont les formations politiques de l'opposition en font leur choux-gras depuis quelques semaines. Vogan n'y a pas échappé.

Pour l'opposition, si on se réfère à l'arrêt de la Cour de justice de la Cédéao, il est clair que le Togo, avec ce changement de constitution, a violé l'article 23 de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance. " Nous sommes donc venus confirmer à la population que ceux qui nous gouvernent aujourd'hui sont illégitimes ", a déclaré Me Dodji Apévon des FDR.

Du bruit pour rien du tout

Pour le gouvernement togolais, ce tintamarre sur l'arrêt de la Cour de la CEDEAO est une nouvelle illusion savamment entretenue par ces partis de l'opposition pour essayer de rallier quelques Togolais à leur cause. Mais peine perdue. " La République togolaise ne saurait être prise en défaut sur ce point car la réforme constitutionnelle de 2024 a fait l'objet de consultations des forces vives et de débat public aussi ouvert que contradictoire à l'Assemblée nationale ", déclare le gouvernement, cité par nos confrères de savoirnews.

D'ailleurs pour les autorités togolaises, il y a eu une tentative de la cour de justice de la CEDEAO à outrepasser ses compétences qui sont limitées au contrôle du respect des droits de l'homme et de contrôle des manquements au droit commu-



nautaire. " La Cour n'a donc aucune compétence de contrôle de constitutionnalité du droit interne, ni un titre à juger un pouvoir constituant national. Le seul instrument régional explicitement conçu pour encadrer les révisions constitutionnelles et les calendriers électoraux dans l'espace CEDEAO ", fait savoir le gouvernement.

De plus, la Cour de justice de la CEDEAO a constaté que la République togolaise n'a violé aucune disposition du droit communautaire comme le Protocole A/SP1/12/01 sur la démocratie et la bonne gouvernance, en l'espèce. De manière claire, la Cour a conclu que la République togolaise ne pouvait être tenue responsable d'aucune violation du droit de participer aux affaires publiques. Voilà qui mérite d'être clair. Le débat sur ce sujet doit donc être clos.

Les partis de l'opposition ont annoncé d'autres meetings à

venir. Ils devraient alors trouver d'autres arguments à servir à ceux qui veulent bien encore les écouter, au risque de replonger dans la léthargie dans laquelle ils étaient avant la publication de l'arrêt de la CEDEAO.

Comme dirait l'autre, les Togolais savent où se trouvent désormais leur intérêt. Le gouvernement ne cesse de répéter que tout n'est pas rose dans le pays. Mais l'herbe n'est pas aussi verte ailleurs comme certains esprits. C'est pourquoi les autorités s'échinent chaque jour pour mettre à échelle les acquis de développement du pays, à travers des programmes et des projets touchant tous les secteurs de la vie des hommes, femmes et jeunes Togolais. Chaque citoyen de ce pays gagnerait à accompagner le gouvernement dans cette quête de bonheur pour lui et ses semblables **Togolais**.

VISION TOGO 2040 :

Rassembler, protéger, transformer, le triptyque central

Suite de la page 2

Protéger, sécuriser les personnes, les trajectoires et les équilibres sociaux

Le deuxième pilier, " protéger ", élargit la notion de sécurité au-delà de son sens strictement sécuritaire. Il s'agit d'abord de protéger les populations contre les vulnérabilités économiques et sociales. Cela inclut la pauvreté, les chocs économiques, les difficultés d'accès aux soins, à l'éducation ou à l'emploi.

Protéger signifie également renforcer les mécanismes de résilience, afin que les ménages puissent faire face aux aléas sans basculer durablement dans la préca-

rité. Dans une perspective plus large, ce pilier renvoie aussi à la protection des équilibres collectifs : stabilité macroéconomique, continuité des politiques publiques, préservation des infrastructures et gestion durable des ressources.

Un État protecteur n'est pas uniquement un État qui intervient en situation de crise. C'est un État qui anticipe les risques et réduit les vulnérabilités structurelles.

Transformer, passer de l'intention à la mutation économique et sociale

Le troisième pilier, " transformer ", constitue le cœur dyna-

mique du triptyque. Il ne s'agit plus seulement de maintenir des équilibres ou de corriger des déséquilibres, mais de modifier en profondeur la structure de l'économie et de la société.

Transformer signifie accélérer l'industrialisation, moderniser l'agriculture, développer les chaînes de valeur locales, renforcer le capital humain et améliorer la productivité globale.

Cela implique également une évolution de la manière de produire, de travailler et de créer de la richesse. La transformation économique ne peut être dissociée d'une transformation institutionnelle et sociale. Il faut y com-

prendre que le développement devient un processus de changement structurel, et non une simple progression linéaire.

Une articulation cohérente des trois piliers

L'intérêt du triptyque réside dans son articulation interne. Rassembler crée les conditions de la stabilité ; protéger sécurise les trajectoires individuelles et collectives ; transformer donne une direction et une dynamique à l'ensemble.

Pris séparément, chacun de ces piliers reste incomplet. Ensemble, ils forment une architecture cohérente de l'action

publique. Cette structuration permet également de mieux organiser les priorités gouvernementales, de clarifier les objectifs et de renforcer la lisibilité des politiques publiques.

Au fond, le triptyque " rassembler, protéger et transformer " propose une lecture intégrée du développement. Il rappelle qu'aucune transformation économique durable ne peut être obtenue sans cohésion sociale, qu'aucune croissance n'est soutenable sans protection des populations, et qu'aucune protection n'a de sens sans perspective de **transformation**.

Zozo

MARCHE FINANCIER REGIONAL : LE TRÉSOR PUBLIC TOGOLAIS A MOBILISÉ 22 MILLIARDS DE FCFA SUR UMOA-TITRES



Le Togo confirme une fois de plus la confiance dont il bénéficie auprès des investisseurs de la zone UMOA. Ce vendredi 24 juillet, le Trésor public togolais a réussi une nouvelle sortie sur le marché régional en mobilisant 22 milliards de francs CFA.

Une souscription record à plus de 360 %

Initialement en quête de 20 milliards de FCFA via une émission simultanée d'Obligations Assimilables du Trésor (OAT), le Trésor public togolais a vu l'engouement des investisseurs dépasser toutes les attentes.

Au total, le montant global des soumissions a atteint 72,6 milliards de FCFA, soit un taux de couverture impressionnant de 363,18 %. Face à cette forte demande, l'Etat togolais a finalement choisi d'en retenir 22 milliards de FCFA.

Selon le compte rendu de l'opération, les fonds ont été mobilisés sur les Obligations assimilables du Trésor (OAT) d'une maturité de cinq ans, assorties d'un taux d'intérêt fixe de 6,35 %.

Notons que cette nouvelle transaction porte désormais le cumul des fonds mobilisés par le Togo sur le marché financier régional à 263 milliards de FCFA, soit 56,80 % de l'objectif annuel du Togo fixé à 463 milliards de FCFA.

@macite.tg

VOLONTARIAT : L'ANVT LANCE SON APPLICATION MOBILE



L'Agence nationale du volontariat au Togo (ANVT) dispose désormais d'une application mobile destinée à faciliter l'accès aux informations et aux opportunités de volontariat. Cette nouvelle plateforme vise à rapprocher davantage l'agence des volontaires et à simplifier leurs démarches.

Accessible via un smartphone, l'application permet de suivre les différents programmes de l'agence, notamment le Volontariat national de compétences (VNC), le Volontariat d'engagement citoyen (VEC), le Volontariat senior (VS) et le Volontariat international de réciprocité (VIR). En outre, à travers ce nouvel outil numérique, les utilisateurs peuvent désormais consulter les opportunités disponibles, s'informer sur les activités et accéder plus facilement aux services proposés par l'agence. La plateforme offre également un espace permettant aux volontaires de mieux suivre leur parcours. L'ambition est de renforcer l'accessibilité des services de l'ANVT, tout en améliorant l'expérience des volontaires grâce aux outils numériques. Cette initiative marque une nouvelle étape dans la modernisation des services de l'ANVT, en vue de simplifier la participation citoyenne et d'optimiser la gestion de ses différents programmes de volontariat.

Au Togo, le volontariat s'inscrit dans une dynamique de promotion de l'engagement citoyen des jeunes et de soutien aux initiatives de développement communautaire. À travers les programmes mis en œuvre par les structures nationales, plusieurs milliers de volontaires sont mobilisés chaque année dans divers secteurs. Depuis 2011, ce sont plus de 80.000 volontaires qui ont été mobilisés au sein des différentes catégories mises en place par l'ANVT.

Source: @Republique togolaise.com

PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ADÉTIKOPÉ : 350 MILLIARDS DE FRANCS CFA D'INVESTISSEMENTS, 25 ENTREPRISES PARTENAIRES SUR LE SITE

Dans l'économie moderne, la force d'une plateforme industrielle, comme celle de la PIA, se mesure à la fois au volume de ses investissements, au nombre d'emplois créés et à la diversité, ainsi qu'à la complémentarité des acteurs qu'elle parvient à rassembler.

À la Plateforme industrielle d'Adétikopé, la logique est respectée. Elle prend même une forme concrète : 25 entreprises partenaires y sont désormais recensées, dont 12 déjà pleinement opérationnelles dans des filières stratégiques du soja, du karité, de la noix de cajou, du textile...

En effet, cinq ans après son inauguration en juin 2021, la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) a réussi à s'imposer comme l'un des instruments structurants de la politique industrielle du pays. Pensée pour catalyser la transformation locale des ressources et renforcer la compétitivité du pays, elle franchit des étapes après d'autres. La PIA est ainsi passée du statut de projet stratégique à celui de réalité économique tangible. Elle s'affirme

comme un espace où les intérêts convergent : ceux de l'État en quête de transformation structurelle, ceux des investisseurs en recherche de rentabilité et de stabilité, et ceux d'une économie nationale en voie de diversification.

Pour l'État, la montée en puissance de la PIA représente un levier de diversification économique. En attirant des investissements industriels d'envergure, le pays réduit progressivement sa dépendance à des secteurs traditionnels et renforce la base productive nationale.

Les 350 milliards de francs CFA mobilisés montrent ainsi une confiance accrue des investisseurs dans la stabilité du cadre macro-économique et dans la vision industrielle portée par les autorités publiques. Pour les investisseurs, la PIA fonctionne aussi comme un signal. Un signal de stabilité, de prévisibilité et de volonté politique de faire de l'industrie un pilier central de la croissance. Dans un environnement africain où la compétition pour attirer les capitaux s'intensifie, disposer d'une plateforme industrielle structurée constitue



un avantage différenciant.

La présence simultanée de plusieurs entreprises dans des secteurs complémentaires favorise l'émergence de véritables écosystèmes industriels. Les échanges entre acteurs deviennent plus fluides, les coûts logistiques sont optimisés et les opportunités de coopération technique se multiplient.

Dans le textile, comme dans les oléagineux, cette concentration d'activités permet de standardiser les procédés, d'améliorer la qualité des produits finis et de renforcer leur compétitivité sur les marchés régionaux et internationaux.

La coexistence de 25 entreprises partenaires sur un même espace crée un environnement propice

à la diffusion des compétences, des technologies et des bonnes pratiques. Les innovations circulent plus rapidement, les standards de production s'harmonisent et les exigences de qualité se renforcent progressivement.

Cet élan contribue à élever le niveau global de l'industrie nationale. Elle favorise également l'émergence de sous-traitants locaux et de services spécialisés autour des activités principales. Transport, maintenance, conditionnement, logistique ou services techniques trouvent ainsi un terrain fertile pour se développer, élargissant l'impact économique bien au-delà des seules entreprises installées.

CYBERSÉCURITÉ : LE TOGO RENFORCE SON BOUCLIER NUMÉRIQUE POUR PROTÉGER CITOYENS ET ÉCONOMIE

Les échanges économiques, les services publics et les usages du quotidien migrent vers le numérique ; un autre front gagne en importance : celui de la cybersécurité. Derrière chaque transaction en ligne, chaque plateforme administrative ou chaque service connecté, se joue désormais une bataille contre les menaces informatiques.

Au Togo, il existe une mobilisation croissante des pouvoirs publics. Entre 2021 et 2024, plus de 333 000 incidents de cybersécurité ont été recensés et traités par l'Agence nationale de la cybersécurité (Ancy). Un volume qui révèle autant l'intensification des risques numériques que la montée en puissance des capacités nationales de surveillance, de détection et de réponse.

Les chiffres témoignent d'une évolution rapide. De 39 168 incidents enregistrés en 2021, le pays est passé à 181 088 incidents traités en 2024. Une progression qui montre un changement structurel : davantage de systèmes sont aujourd'hui surveillés, plus de tentatives sont détectées et davantage d'incidents sont pris en charge, avant qu'ils ne produisent des conséquences majeures.



Construire la confiance dans l'économie numérique

L'un des premiers bénéfices de cet effort réside dans le renforcement de la confiance numérique. Sans sécurité, aucune transformation digitale durable n'est possible.

Les administrations publiques, les entreprises, les établissements financiers ou encore les plateformes de services dépendent désormais d'infrastructures connectées. La capacité de l'État à identifier les menaces et à intervenir rapidement devient alors un facteur de stabilité économique. La multiplication des dispositifs de contrôle contribue ainsi à limiter les interruptions de services, réduire les risques de fraude et protéger les données traitées quotidiennement par les institutions et les opérateurs économiques.

Outre les statistiques, ce sont surtout les citoyens qui bénéficient de cette montée en puissance. Les attaques informatiques ciblent de plus en plus les usages courants : vols de données personnelles, tentatives d'escroquerie, usurpation d'identité, piratage de comptes ou diffusion de contenus frauduleux.

Le renforcement des capacités nationales de cybersécurité permet d'anticiper ces risques et de mieux sécuriser les environnements numériques, utilisés chaque jour par les populations. Dans un contexte où les services administratifs, les paiements électroniques et les plateformes numériques prennent davantage de place dans la vie quotidienne, cette protection devient progressivement un enjeu de qualité de vie, autant qu'un enjeu technologique.

Une stratégie tournée vers l'avenir

L'action engagée va au-delà de la gestion des incidents. Elle participe à la construction d'un environnement numérique plus résilient. En développant des mécanismes de veille, de réponse rapide et de coordination institutionnelle, le gouvernement cherche à installer une culture durable de la sécurité numérique.

L'objectif n'est plus seulement de réagir aux attaques, mais de créer un écosystème capable d'anticiper les menaces avant qu'elles ne perturbent l'activité économique ou les services. Cette orientation accompagne une ambition : faire du numérique un levier de modernisation, tout en garantissant que son expansion ne se fasse pas au détriment de la confiance.

Les plus de 333 000 incidents recensés entre 2021 et 2024 racontent autant l'intensité des menaces que la solidité croissante de la réponse nationale.

Dans un monde où la sécurité numérique devient un outil du développement, le Togo montre qu'investir dans la cybersécurité revient aussi à investir dans la protection des citoyens et de l'avenir de l'économie.

INCLUSION SOCIALE : Le Projet d'appui à l'insertion socioprofessionnelle des personnes handicapées au Togo (PAISPHT)

Le Projet d'appui à l'insertion socioprofessionnelle des personnes handicapées au Togo (PAISPHT), est l'un des outils mis en place par les gouvernants pour une inclusion sociale des personnes confrontées aux handicaps. Initialement prévu pour une durée de trois ans (2023-2026), le projet a été prolongé d'une année supplémentaire, en raison de retards dans la mobilisation des ressources financières. Cette extension permettra de poursuivre les activités jusqu'en 2027 et de combler les écarts constatés dans sa mise en œuvre.

L'investissement consenti, estimé à près d'un milliard de francs CFA, traduit également une volonté politique de structurer durablement cette inclusion. La mise en œuvre du projet a permis de mettre en apprentissage 576 personnes handicapées sur toute l'étendue du territoire. Cette performance a été rendue possible grâce à la réorientation de certaines activités de sensibilisation et de formation vers le financement de l'apprentissage des bénéficiaires. 515 bénéficiaires sur 750 ayant achevé leur formation ont déjà reçu des kits d'installation et sur le plan accessibilité, 80 rampes d'accès ont été construites dans les centres d'examen, sur les 100 prévues. S'agissant des technologies d'assistance, 303 équipements ont été acquis et distribués sur un objectif de 700.



Photo de famille

En juin 2026, les autorités ont engagé une opération de distribution de kits de matériel d'installation professionnelle dans plusieurs régions du pays, sous la coordination du ministère de l'Action sociale. Le processus a débuté dans la région de la Kara, où 125 personnes en situation de handicap ont reçu des équipements complets, adaptés à leurs activités professionnelles. Répartis entre 25 corps de métier, ces kits visent à favoriser l'accès au travail indépendant, à renforcer les capacités productives et à encourager la création de revenus durables. Au-delà des outils de travail, l'initiative intègre une dimension d'accompagnement plus large. Pas moins de 180 technologies d'assistance ont été mises à disposition des bénéficiaires, afin d'améliorer leur mobilité et de faciliter leur participation à la vie socioéconomique. Cette double approche, économique

et fonctionnelle, traduit une compréhension plus globale des obstacles auxquels sont confrontées les personnes handicapées. Selon le coordonnateur du projet, Tchédjiko Noël Komadan, le PAISPHT a été conçu pour favoriser l'autonomisation économique des personnes handicapées, à travers la mise en apprentissage, l'installation des bénéficiaires ayant achevé leur formation, la construction de rampes d'accès dans les centres d'examen de fin d'apprentissage et l'acquisition de technologies d'assistance, notamment des fauteuils roulants, des tricycles, des béquilles et des cannes blanches. A en croire le gouvernement, l'impact de ces actions dépasse largement le cadre matériel. " En donnant à ces citoyens les moyens de travailler, le programme transforme leur position dans la société. Il ne s'agit plus seulement d'assistance

sociale, mais d'un véritable processus d'autonomisation ", indique-t-on. Car, l'accès à un métier, même à petite échelle, permet de rompre avec la dépendance économique, de restaurer la confiance en soi et de renforcer la reconnaissance sociale. Dans de nombreux cas, l'activité génératrice de revenus devient un levier de stabilité familiale. Elle permet de contribuer aux charges du foyer, d'accéder à une certaine sécurité financière et de participer, à son niveau, à la dynamique économique locale. Mais l'un des effets les plus significatifs de ces actions reste moins visible : le changement de regard sur le handicap. En intégrant les personnes concernées dans des dispositifs productifs, la société évolue vers une perception moins assistancielle et plus participative. Le handicap n'est plus seulement perçu à travers le prisme de la vulnérabilité, mais aussi à travers celui des compétences, des savoir-faire et des contributions possibles à la vie collective. Cette évolution est essentielle parce que l'inclusion ne se limite pas à l'accès aux équipements ou aux aides techniques. Elle repose aussi sur la capacité d'une société à reconnaître pleinement la place de chacun. À travers le PAISPHT et les initiatives similaires, le Togo engage ainsi un pas où l'insertion socioprofessionnelle devient un outil de **dignité**.

SANTÉ/MALADIES TROPICALES NEGLIGÉES (MTN) :

Priorités de santé publique

Du 13 au 24 juin 2026, s'est déroulée une campagne de lutte contre les maladies tropicales négligées (MTN) qui continuent de sévir dans plusieurs localités du pays. La campagne 2026 porte principalement sur 3 maladies : l'onchocercose ou la cécité des rivières, la bilharziose (schistosomiase) et les géohelminthiases.

L'opération de masse a visé près de 2 millions de personnes et a couvert plusieurs districts sanitaires des régions des Savanes, de la Kara, de la Centrale et des Plateaux. Selon le ministère de la santé, une attention particulière a été accordée aux enfants d'âge scolaire, ainsi qu'aux populations vivant dans les zones les plus exposées aux risques parasitaires. " Le choix de ces cibles repose sur des données épidémiologiques qui identifient les groupes les plus vulnérables et les zones de forte endémicité ", fait-on savoir. Ces pathologies, bien que souvent silencieuses dans leurs premières manifestations, peuvent entraîner des complications graves à long terme, notamment chez les enfants et les populations vulnérables. Pour y faire face, les populations éligibles reçoivent gratuitement des médicaments spécifiques, dont l'Ivermectine, le Praziquantel et l'Albendazole. Ces traitements,

administrés à grande échelle, permettent de réduire la transmission et de limiter durablement la charge parasitaire au sein des communautés. Pour atteindre les objectifs, un dispositif logistique et humain important a été mis en place. Il comprend la formation des agents de santé, la mobilisation des distributeurs communautaires et l'acheminement des médicaments jusque dans les localités les plus reculées. " Cette organisation repose sur une stratégie de proximité, afin de garantir que chaque personne ciblée puisse effectivement recevoir le traitement ", renseigne-t-on au ministère de la santé. L'approche repose sur un principe simple, mais éprouvé : traiter massivement les populations à risque afin de casser le cycle de transmission des maladies. Il est indiqué que l'approche communautaire constitue un élément clé du succès des campagnes de santé publique à grande échelle. Au-delà de l'opération ponctuelle, la campagne s'inscrit dans une vision de long terme, parvenir à l'élimination des MTN à l'horizon 2030. L'objectif d'élimination des maladies tropicales négligées à l'horizon 2030 suppose une continuité dans l'effort, une régularité dans les interventions et une mobilisation constante des



acteurs de santé. Selon les évaluations du ministère de la Santé, plusieurs indicateurs montrent une baisse significative de la prévalence de certaines MTN dans les zones ciblées. Ces résultats, bien que variables selon les régions, traduisent l'efficacité progressive des campagnes précédentes et des efforts continus de prévention. Cette dynamique positive renforce la pertinence de l'opération de juin 2026, qui se trouve dans une logique d'intensification, plutôt que de démarrage. Autrement dit, il ne s'agit plus seulement d'agir, mais d'accélérer vers l'élimination. Il est à rappeler que pour l'année 2026, le secteur de la santé bénéficie d'une enveloppe budgétaire de 118 milliards de francs CFA. Derrière ce chiffre se dessine une ambition louable : construire un système sanitaire qui ne se contente plus de soigner, mais qui protège.

REVISION DU PLAN SECTORIEL DE L'ÉDUCATION : L'EXÉCUTIF TOGOLAIS ET SES PARTENAIRES SE PROJET- TENT SUR LA PROCHAINE DÉCENNIE ...



Le système éducatif togolais s'apprête à faire un bond stratégique pour la prochaine décennie. Le gouvernement togolais, avec le soutien de ses partenaires techniques et financiers dont l'UNICEF, a officiellement lancé ce jeudi 23 juillet 2026, le processus de révision du Plan Sectoriel de l'Éducation (PSE). Véritable feuille de route nationale, ce document stratégique va orienter les politiques publiques et les investissements dans le secteur éducatif pour les dix prochaines années. La cérémonie de lancement s'est déroulée en présence de l'ensemble des acteurs clés du secteur, notamment les autorités gouvernementales, les partenaires techniques et financiers, les représentants de la société civile, du secteur privé, des confessions religieuses, ainsi que des enseignants et des apprenants. Cette concertation nationale vise à dresser un bilan rigoureux des avancées, à identifier les défis persistants et à analyser les disparités régionales afin de concevoir un système plus juste et adapté. L'objectif principal de cette révision est de transformer l'école togolaise pour qu'elle réponde aux enjeux stratégiques actuels. Il s'agit essentiellement " d'améliorer la qualité des apprentissages, promouvoir l'accès à une éducation inclusive et équitable, réduire les inégalités et mieux préparer les élèves aux défis économiques, technologiques, sociaux et environnementaux de demain ", souligne-t-on. Pour garantir son efficacité, le futur Plan Sectoriel de l'Éducation (PSE) va s'appuyer sur un modèle de simulation financière avancée. Cette méthode permettra une meilleure planification des ressources de l'État et assurera la pérennité des réformes engagées. De plus, le nouveau PSE devra s'aligner directement sur les priorités nationales de développement du Togo et sur les engagements internationaux du pays, en particulier l'Objectif de Développement Durable 4 (ODD 4). Et le ministre de l'Éducation nationale, Mama Omorou, insiste sur le fait que ledit document " devra traduire notre ambition collective de faire de l'école togolaise un véritable levier de développement humain et social. Cette révision représente une étape déterminante pour renforcer les performances du système éducatif et mieux répondre aux attentes des apprenants, des enseignants et des communautés. " (...) @macte.tg

SPORTS : LE TOGO PARTICIPE AUX JEUX DU COMMONWEALTH



Le Togo prend part, pour la première fois de son histoire, aux Jeux du Commonwealth. La 22ème édition de cette compétition, prévue du 23 juillet au 2 août à Glasgow, au Royaume-Uni, marque les débuts du Togo dans ce rendez-vous sportif, quatre ans après son adhésion au Commonwealth. Le pays, représenté par 10 athlètes, est engagé dans trois disciplines : l'athlétisme, la boxe et le judo. Cette nouvelle édition des Jeux du Commonwealth rassemble près de 3000 athlètes issus des pays membres de l'organisation, autour de plusieurs disciplines sportives. " Nous sommes ici pour faire rêver le peuple togolais et inspirer les jeunes à pratiquer le sport. Les moyens nécessaires nous ont été donnés pour participer à cette compétition dans de bonnes conditions. En retour, notre devoir est d'honorer le drapeau en donnant le meilleur de nous-mêmes. Le résultat dépendra aussi des circonstances de la compétition, mais nous voulons repartir sans le moindre regret. Et si une opportunité de réaliser une grande performance se présente, nous la saisissons sans hésiter ", a indiqué le responsable de la préparation sportive au sein de la Commonwealth Games Association (CGA) du Togo, Benjamin Boukpeti. Fondé en 1949, le Commonwealth est une organisation intergouvernementale qui rassemble 56 États membres. Si la majorité d'entre eux entretiennent des liens historiques avec le Royaume-Uni, l'organisation s'est progressivement ouverte à d'autres pays, notamment francophones et lusophones, comme le Togo, admis en 2022. Source: @Republiquetogolaise.com

EVENEMENT GLORY NIGHT : L'INTERNATIONAL SONNIE BADU EN CONCERT À LOMÉ

Les 1er et 2 août 2026 à Lomé, **Sonnie Badu, le chanteur, pasteur et auteur-compositeur ghanéen, reconnu comme l'une des figures les plus influentes du gospel africain et international, sera l'attraction de l'événement dénommé "Glory Night" Lomé 2026.**

Selon les organisateurs, Glory Night Lomé 2026 est un événement gospel international, conçu pour créer un espace de rassemblement, de communion et de célébration autour de la musique chrétienne. À travers la musique, la prière et le partage d'expériences spirituelles, l'événement vise à rassembler différentes générations et communautés autour d'un message d'espoir, de foi et de transformation.

Le rendez-vous s'inscrit dans une dynamique de valorisation du gospel africain et de promotion du Togo comme terre d'accueil des grands événements culturels et spirituels internationaux. Il s'agit de créer un moment de célébration spirituelle à grande échelle ; favoriser l'unité entre les communautés chrétiennes ; former et inspirer les leaders religieux et acteurs de la louange.

Il s'agit aussi, à travers Glory Night, de promouvoir la musique gospel africaine ; de positionner Lomé comme une destination pour

les grands événements internationaux et d'offrir au public togolais une expérience artistique et spirituelle exceptionnelle. " L'ambition est de créer au Togo une plateforme internationale de célébration gospel, capable de rassembler les communautés, de valoriser l'excellence artistique chrétienne et de positionner Lomé comme une destination majeure pour les grands événements spirituels et culturels en Afrique ", a déclaré l'un des promoteurs.

Au-delà des concerts, il est prévu un Master Class Pastorale à l'endroit des Pasteurs, chantres, responsables de louange du Togo. La rencontre exclusive permettra aux leaders spirituels, responsables de louange et acteurs du ministère musical d'échanger avec Sonnie Badu autour de la vision du ministère de louange, le leadership spirituel, l'excellence dans le service et l'impact de la musique gospel dans la société contemporaine. Elle vise à renforcer les capacités des leaders dans les domaines du leadership spirituel, de la musique, de la créativité et de l'impact communautaire.

Les organisateurs font savoir qu'au-delà de la scène et du spectacle, Glory Night Lomé 2026 porte une vision d'impact social et humain à travers la transmission de valeurs positives aux jeunes ; la promotion de la musique comme outil d'inspi-

ration ; la création d'opportunités pour les acteurs culturels et événementiels locaux ; le développement d'une dynamique communautaire autour du gospel. " Glory Night Lomé 2026 n'est donc pas seulement un concert. C'est surtout une expérience spirituelle, culturelle et humaine, appelée à marquer durablement les participants. Un rendez-vous inédit entre foi, musique et rayonnement international ", ont-ils soutenu.

De l'artiste vedette de cet événement, on peut dire que Sonnie Badu est reconnu comme l'une des figures majeures du gospel africain contemporain. Il a construit une carrière marquée par une forte dimension artistique et spirituelle. Surnommé "The Worshipper", Sonnie Badu est connu pour son approche unique combinant une voix puissante, une présence scénique exceptionnelle et une capacité à conduire les audiences dans des moments intenses de louange et d'adoration.

Originaire du Ghana, il s'est progressivement imposé comme l'un des ambassadeurs les plus influents du gospel africain sur la scène internationale, avec des prestations dans



plusieurs grandes villes d'Afrique, d'Europe et d'Amérique. Sonnie Badu compte plusieurs albums et titres devenus des références dans l'univers gospel, parmi lesquels : Lost in His Glory ; Colours of Africa ; Covenant Keeping God ; My Soul Says Yes ; Wonder God.

La participation de Sonnie Badu à Glory Night Lomé 2026 représente donc une opportunité unique pour le public togolais de vivre une expérience gospel internationale avec l'un des artistes les plus influents du continent **africain**.

Togo : Assassinat de OURO GBELE Assad, des suspects arrêtés par la police

Il y a quelques jours, une information inquiétante a plongé le peuple togolais dans la tristesse : il s'agit de la mort violente du jeune Assad, qui vient d'obtenir son baccalauréat et que l'on a faussement accusé d'avoir volé une poule.

a abouti à " une mort suspecte ".

Les travaux menés ont permis de saisir le principal suspect le 21 juillet 2026 à Agoméglou, à proximité d'Afagnan. Il s'agit d'un mécanicien de 40 ans. Selon la police, il " a reconnu, au terme de son



Commissaire Divisionnaire de Police Koudadjé Afodor Ablavi

À la suite de ce drame, la police indique déjà qu'elle procède à des arrestations

La Police nationale indique avoir procédé à l'arrestation d'un suspect relativement au décès de OURO GBELE Assad. Le jeune, âgé de 20 ans, faisait l'objet d'accusations liées à un vol de volaille. Son corps a été retrouvé le 13 juillet 2026 à Agoè-Adjougba.

Dans le communiqué, il est écrit que " les premières constatations ont mis en évidence un liquide verdâtre s'écoulant de la bouche de la victime ".

À la suite de ces éléments, une enquête de nature judiciaire a été engagée et l'expertise médico-légale

interrogatoire, avoir, de concert avec deux autres garagistes, asséné des coups à la victime avant de l'abandonner ".

La police ajoute que " les enquêtes se poursuivent en vue de l'interpellation des suspects en fuite ". Le mis en cause doit ensuite être conduit devant le Parquet afin d'y répondre des faits qui lui sont reprochés.

Enfin, la Police nationale adresse ses condoléances à la famille du défunt. Elle demande aussi aux habitants " d'éviter de se rendre justice " et les encourage à continuer à coopérer avec les forces de sécurité.

Dodo ABALO

AVIS DE DECES

Togbui Attiboga Kondo TOUGLO III, Chef canton de Tchekpo

La famille GLAKPE au Togo, au Canada, en Chine, en France, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Ghana

Docteur Hervé-Moïse Kodjo GLAKPE, Chef de la famille GLAKPE; Fonctionnaire au gouvernement fédéral du Canada; et sa famille au Togo, en Chine et au Canada

Monsieur Olivier Koffi GLAKPE, Chef Notable (Tsamigan) de Tchekpo Dedekpoe; Coordinateur des Ressources Humaines de MSF-France; ses frères, soeurs, leurs époux, épouses et leurs enfants;

Monsieur Komlan GLAKPE, Responsable des Technologies et de l'impact digital pour l'UNICEF et sa famille à Lomé

Monsieur Constant Koffi-Kouma GLAKPE, Responsable de la société GBC services et sa famille à Lomé

Madame Yolande Adjowavi GLAKPE, épouse KOSSIDONKO, Directrice du salon de coiffure Yoyosland Fashion et sa famille à Lomé



Ont la douleur d'annoncer le décès de leur très cher et regretté, frère et père :

Amoussou Kossi GLAKPE
Rappelé à Dieu dans sa 82ème année

PROGRAMME

Vendredi 31 juillet 2026

18H00 : Veillée de prières et de chants

Samedi 1er août 2026

08H00 : Cérémonies d'inhumation

Maison mortuaire: Maison GLAKPE AHUNSA à Tchekpo-Dédékpoè.



**Corruption, arnaque ou
mauvaise conduite ?**

**Ne vous taisez plus.
DENONCEZ-LES !**



Appelez gratuitement



8280



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

PRÊT SCOLAIRE

DES ETUDES FINANCÉES, UN AVENIR SÉCURISÉ



*Offre soumise à conditions

0 TAUX
0%

1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2026

JUSQU'À 5 FOIS LE SALAIRE NET

SUR 12 MOIS

La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>

